

député saisira peut-être le sens. Sachez que notre parti ne s'est jamais opposé à la vente ou à l'échange des ressources du Canada. Nous n'avons jamais soulevé d'objections aux échanges commerciaux ou à la vente des produits dans le monde. En fait, nous estimons que, lorsque ces échanges sont dans l'intérêt du Canada et de la communauté mondiale, ils devraient avoir lieu. Nous ne disons pas: nous avons certaines ressources; gardons-les pour nous et envoyons tous les autres au diable. Nous sommes disposés à partager nos ressources. Nous sommes prêts à collaborer avec les autres pays du monde, mais il faut songer un peu à l'intérêt national. Nous devons décider si nous aidons réellement les autres pays ou si nous ne faisons qu'enrichir encore plus notre riche voisin du Sud.

L'hon. M. Greene: Expliquez-vous.

M. Saltsman: Une chose à laquelle notre parti s'oppose c'est à toute politique qui empêcherait les Canadiens de créer leur propre société—tout genre de continentalisme qui nous lierait si étroitement aux États-Unis qu'il nous serait presque impossible de créer quelque chose d'unique ou de souhaitable.

J'ai entendu avec plaisir le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), qui vient d'une province pétrolière et qui tient beaucoup à voir augmenter les exportations de pétrole, exprimer la crainte d'un nationaliste canadien que nous n'avons pas toujours marchandé assez durement et dire que dans certaines circonstances, nous ne devrions pas céder aux pressions. Il a cité le cas du *Time* et du *Reader's Digest*, où une légère menace de réduire les importations de pétrole a suffi à légitimer deux revues et à faire obstacle à la création d'une littérature canadienne et d'un journalisme canadien.

• (4.20 p.m.)

Il y a trop longtemps que notre parti s'intéresse au bien-être des citoyens et à l'avenir du pays pour les laisser menacer par une politique d'énergie continentale qui ne nous permettrait plus de vivre comme nous l'entendons. Nous ne voulons pas du tout que nos affaires soient laissées entre les mains de sociétés commerciales—canadiennes ou américaines—qui ne se soucient vraiment pas de la société dans laquelle nous vivons, tant qu'elles peuvent faire des profits. Je ne parle pas seulement de sociétés américaines internationales, car certaines compagnies canadiennes

sont aussi coupables. Ce qui est malheureux, c'est que le gouvernement canadien les a laissées agir à leur guise; cela ne peut pas continuer. C'est une chose que d'avoir une politique d'énergie continentale garantissant que les sociétés se soucient de l'avenir du pays, mais c'est autre chose que d'en avoir une qui leur permet de franchir la frontière et de se désintéresser de l'avenir de notre pays, pour ne penser qu'à leur propre chiffre d'affaires.

Pour qu'une politique continentale de l'énergie réussisse, nous devons peut-être former des organismes de commercialisation qui vendront nos ressources de pétrole, de gaz et, peut-être, d'électricité. A cette fin, et pour faire en sorte que le Canada tire tout le profit possible d'un tel arrangement, peut-être devons-nous étatiser l'industrie pétrolière, seul moyen d'en garantir l'efficacité et de servir l'intérêt national. Le ministre criera peut-être au socialisme. Le seul moyen de survivre comme nation pourrait être d'établir des politiques nationales, socialistes ou autres.

L'argument que le socialisme étouffe l'entreprise privée n'impressionne plus tellement ceux qui se préoccupent du pays. Ils se demandent comment ils peuvent le mieux survivre, comment mieux servir les intérêts du Canada. Si nous ne pouvons pas atteindre ces objectifs—je doute que nous le puissions—en laissant les sociétés pétrolières internationales s'emparer de notre industrie, il faudra peut-être étatiser l'industrie du pétrole. Si c'est le parti à prendre, nous ne devons pas hésiter.

L'hon. M. Greene: Watkins. Il est dans le camp Watkins.

M. Saltsman: Notre parti s'opposera à une politique permettant aux gens qui utilisent nos ressources d'énergie de polluer et de spolier notre milieu, de déshumaniser la société et de partir ensuite en laissant le gouvernement réparer les pots cassés. C'est ce qu'ils appellent l'efficacité. A leur avis, c'est là une bonne manière de diriger l'industrie et les gouvernements ont toujours tort.

Ceux-ci dépensent beaucoup trop d'argent, parce que, entre autres raisons, ils doivent réparer les pots cassés après que d'autres ont réalisé les profits. Il faut que cela cesse.

Toute politique de l'énergie devra prévoir bien clairement qu'il sera satisfait à ces très importantes conditions dont j'ai parlé. Pour ma part, je ne suis certainement pas prêt à ce que les ressortissants d'un pays qui a ruiné